

“Rouge ou blanche, la Chine demeure notre voisin le plus proche. Je crois qu'à la longue, les lois économiques prévaudront contre les différences idéologiques”.

Si je ne m'abuse, cette déclaration fut faite à la Diète japonaise, il y a environ un an. Alors, je me demande si elle vaut encore, même en dépit des événements survenus précédemment.

L'hon. M. PEARSON: M. Yoshida, le premier ministre actuel du Japon, a réellement fait cette déclaration. Comme d'autres chefs japonais, il a souligné l'importance pour son pays, qui dans le passé a vécu de ses exportations, de commercer avec l'Asie continentale. Depuis lors, il a également conseillé de ne pas exagérer l'importance, pour le Japon, de commercer avec la Chine continentale et, de plus, a fait remarquer la difficulté de négocier avec le gouvernement communiste de Pékin. Ainsi, M. Yoshida a considéré tous les aspects de la question. Les faits sont bien connus. Dans le passé, le Japon a entretenu des relations commerciales considérables avec la Chine et le Sud-est asiatique. Je ne doute pas que le Japon souhaite le retour d'une situation qui lui permettrait de renouer ces relations commerciales. Cela ne veut pas dire cependant que les Japonais, pour le moment, aient manifesté le désir de conclure des accords commerciaux avec le gouvernement de Pékin.

Le PRÉSIDENT: Le Japon peut y être forcé par la nécessité. La semaine dernière, je lisais dans le *Christian Science Monitor* que le gouvernement américain voyait d'un mauvais œil l'importation de certaines marchandises du Japon aux États-Unis. Or, à ce moment-là, une mission commerciale russe était en pourparlers avec le Japon. Nous devons sans doute prêter une oreille attentive à l'opinion que les pays entretiennent du commerce. On peut être grandement scandalisé de l'importation au Canada ou aux États-Unis, de certains jouets ou autres petits articles, mais cette attitude peut coûter cher.

L'hon. M. PEARSON: Plusieurs millions de Japonais, dans un territoire relativement restreint, ne peuvent maintenir leur niveau de vie sans recourir à l'exportation. Les Japonais le savent et je suis certain qu'on peut s'attendre à ce qu'ils fassent tout en leur pouvoir pour augmenter leurs exportations.

M. STICK: Pratiquement tout le monde reconnaît que la principale source d'approvisionnement en matières premières du Japon se trouve en Chine, ou plus précisément dans le Mandchoukouo, comme on disait autrefois. Les Japonais seront peut-être obligés de réorganiser leur commerce d'exportation et d'entamer des négociations en vue d'obtenir les matières premières requises pour leur industrie. Pour le Japon, je crois que c'est un point vital. En conséquence, des négociations avec Pékin peuvent se révéler nécessaires. C'est ça, je pense, qui inquiète certaines gens.

M. GRAYDON: Puis-je envisager l'aspect politique, pour un moment, et demander si, depuis la signature du traité de paix, il y a eu des négociations entre le Japon et le gouvernement indien? Comme vous le savez, l'Inde n'est pas partie au traité.

L'hon. M. PEARSON: Ces négociations ont eu lieu. Un échange de missions diplomatiques et la cessation officielle de l'état de guerre en ont résulté officiellement aucun traité n'a été signé par les deux gouvernements. Le gouvernement indien a déjà exprimé son approbation générale des conditions du traité signé par nous à San-Francisco, en faisant toutefois des réserves.

La principale a pour objet un article du traité comportant certains accords de sécurité entre le Japon et les États-Unis d'Amérique. J'ignore à quel stade en est actuellement le cours des négociations entre la Nouvelle-Delhi et Tokio, mais je devine qu'un traité semblable à celui de San-Francisco sera finalement signé, laissant de côté certains articles qui causent des malaises dans l'Inde. A